

Décision du Maire de Montaigu-Vendée N° DECREE_2025_114

Droit de préemption urbain Immeuble situé 3 Rue de l'égault – 85600 MONTAIGU-VENDEE

Le Maire de la ville de Montaigu-Vendée,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L211-1 et suivants,

Vu la délibération du conseil communautaire TERRES DE MONTAIGU n°DEL2019.05.26-27 du conseil communautaire en date du 25 juin 2019 instituant le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines et les zones d'urbanisation futures délimitées par le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et donnant délégation du droit de préemption aux communes couvertes par le territoire du PLUi de l'ancienne Communauté de communes Terres de Montaigu,

Vu la délibération du conseil municipal de Montaigu-Vendée n°DEL2020.05.26-24 en date du 26 mai 2020 donnant délégation au maire d'exercer au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme que la commune en soit titulaire ou délégataire,

Vu l'arrêté 2020012 en date du 27 mai 2020 portant sur la délégation de fonction et signature à M. Cyrille COCQUET, adjoint au Maire de Montaigu-Vendée en tant que Maire délégué de la commune déléguée de Montaigu,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 29 avril 2025 relative à la vente du bien sis 3 Rue de l'égault – 85600 MONTAIGU-VENDEE cadastré section AK numéro 104 moyennant le prix principal de 185 000 € et appartenant aux Consorts ROIRAND MARIE-JOSEPHE,

Considérant que la déclaration d'intention d'aliéner reçue est relative à un bien classé en zone urbaine ou en zone d'urbanisation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal,

Considérant que l'acquisition de ce bien ne présente aucun intérêt pour la commune de MONTAIGU-VENDEE

DECIDE

ARTICLE 1

De renoncer à préempter le bien sis 3 Rue de l'égault – 85600 MONTAIGU-VENDEE, cadastré section AK numéro 104, moyennant le prix principal de 185 000 €.

Fait à Montaigu-Vendée

Pour le Maire de Montaigu-Vendée et par
délégation,
Le Maire délégué de Montaigu
Cyrille COCQUET

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la réception en Préfecture et de sa publication et/ou de sa notification.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6, allée de l'île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

Signé électroniquement par : Cyrille
Cocquet
Date de signature : 16/05/2025
Qualité : Maire délégué de Montaigu

